SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1904.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner la Proposition de Loi modifiant certaines dispositions concernant le mode d'élection des membres des Tribunaux de commerce.

(Voir le n° 6, session de 1903-1904, du Sénat.)

Présents : MM. DUPONT, Président-Rapporteur; PICARD, DECOSTER, DE RAMAIX et le Baron ORBAN DE XIVRY.

MESSIEURS,

MM. Verspreuwen, Selb, Steenackers et Delannoy ont déposé, le 1^{er} décembre dernier, sur le bureau du Sénat, un Projet de Loi modifiant certaines dispositions concernant le mode d'élection des membres des Tribunaux de commerce.

Les développements de cette proposition font connaître d'une manière claire et complète l'objet et le but de ce Projet.

Nous croyons, dès lors, pouvoir nous borner à nous y référer.

Le Gouvernement a déposé, le 21 janvier 1896, un Projet destiné à codifier les dispositions relatives à l'élection des juges consulaires et à régler l'organisation des Tribunaux de commerce.

M. Ligy a fait rapport sur ce projet depuis le 5 mai 1899.

Les circonstances que le Sénat connaît ont empêché jusqu'à ce jour la Chambre d'en aborder l'examen.

Les deux innovations proposées par MM. Verspreuwen et consorts font partie des modifications proposées par le Gouvernement dès 1896.

L'une concerne les délais fixés, d'une part, entre l'époque des présentations des candidats et la date de l'élection et, d'autre part, entre la convocation des électeurs et la date de l'élection.

L'autre applique aux élections consulaires le système de votation admis pour les élections politiques.

(2)

Toutes deux font disparaître des inconvénients pratiques et ne soulèvent aucune question de principe.

Le projet de réorganisation générale, proposé en 1896, ne sera probablement pas voté avant un assez long délai, et il paraît, dès lors, utile de réaliser immédiatement la réforme réclamée par MM. Verspreeuwen et consorts.

Elle s'impose, en outre, par l'autorité spéciale en cette matière des signataires de la Proposition.

M. le Ministre de la Justice, consulté par la Commission, a donné au Projet son adhésion en ces termes :

Monsieur le Président de la Commission de la Justice,

Le Gouvernement n'a pas d'observations à présenter au Projet de M. Verspreeuwen et il est disposé à s'y rallier, trouvant la réforme proposée utile et pratique.

Veillez recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

15 janvier 1904.

J. VAN DEN HEUVEL.

Votre Commission vous propose, en conséquence, l'adoption du Projet de Loi.

Le Président-Rapporteur,
EMILE DUPONT.